



REVUE DE PRESSE

16/07/10

Observer les achats responsables pour mieux les concrétiser

Créé jeudi 8 juillet, un **observatoire des achats responsables** destiné à répertorier les bonnes pratiques sera lancé en septembre. Trop d'achats n'ayant encore de "responsables" que l'adjectif, l'observatoire vise à faire progresser ce secteur.

Annoncée lundi 5 juillet lors de la troisième édition des Rencontres de la modernisation de l'Etat (du 5 au 7 juillet à Paris), la création d'un **observatoire des achats responsables** a été concrétisée jeudi 8 juillet par le dépôt des statuts de cette association. Créé par deux cabinets de conseil - Mazars et A2 Consulting -, ce "think tank" adoubé par le service des achats de l'Etat sera officiellement lancé en septembre prochain.

Ouvert aux secteurs public et privé, entreprises, collectivités locales, services de l'Etat et institutions s'intéressant au secteur, ce think tank a pour but d'être un "*réceptacle des bonnes pratiques*" en matière d'achats responsables, selon Gérard Bruneau, en charge de l'animation interministérielle de la politique d'achats publics responsables, qui dépend de Bercy.

Car si "les acheteurs privés et publics ont pris conscience de l'importance des achats responsables, leur mise en œuvre demeure un point faible", juge Guy Isimat-Mirin, associé responsable du Secteur public de Mazars.

Ainsi, le pilier économique est bien plus pris en compte dans la politique des achats responsables des secteurs privé et public que les piliers "environnemental et écologique" ainsi que "social et sociétal", selon une enquête réalisée l'hiver dernier par les deux cabinets de conseil auprès de 154 acteurs de ce secteur, et présentée lundi 5 juillet.

Le secteur public en légère avance

L'observatoire doit aussi permettre au secteur privé de rattraper le léger retard qu'il a sur le secteur public. Car d'après l'étude, 87% des répondants du secteur public ont mis en place une démarche Achats responsables, contre 71% de ceux du secteur privé. Et seuls 20% des répondants ont réalisé une cartographie des risques en matière de RSE.

Cette avance du secteur public est surtout due aux collectivités, concède Gérard Bruneau. *"Un élu local peut tout simplement réagir plus vite qu'un gros service de l'Etat. Pour un maire, il «suffit» par exemple de prendre une délibération en conseil municipal. En février 2007, un Plan national d'action pour des achats publics durables a été lancé. La plupart du temps, il a fini dans le tiroir des ministères"*. Depuis, la politique de l'Etat en la matière s'est musclée, grâce aux Grenelle de l'environnement et de l'insertion, assure Gérard Bruneau. L'article 42 de la loi Grenelle 1 prévoit par exemple que l'Etat s'engage à n'acheter que du bois certifié ou issu de forêts gérées de manière durable à compter de 2010. Il a également pour objectif d'utiliser exclusivement du papier recyclé à cette date et entend réduire 50% de la consommation de papier des administrations pour 2012.

Une circulaire du 3 décembre 2008 prévoit aussi que les achats publics socialement responsables devront représenter au minimum 10% des achats courants de l'Etat et de ses établissements publics d'ici 2012 dans les secteurs comportant au moins 50% de main d'œuvre.

Ainsi, six segments d'achat nécessitant beaucoup de main-d'œuvre (hors BTP) devant désormais comporter des clauses d'insertion sociales lors du lancement de marchés publics ont été déterminés, selon Gérard Bruneau : le nettoyage, les espaces verts, la collecte et le traitement des déchets, la petite maintenance, la reprographie et la restauration.

La petite avance du secteur public est aussi liée à l'existence d'une réglementation plus contraignante. Le code des marchés publics impose ainsi à l'adjudicateur d'un marché de justifier pourquoi il n'a pas choisi de faire un achat responsable, rappelle Gérard Bruneau. *"Si ce n'est pas justifié, nous lui faisons des remontrances, mais il n'y pas de sanctions"*.

[Victor Roux-Goeken , Actu-environnement.com](#)

[18/07/10](#)

Un observatoire des Achats Responsables !

Suite à la troisième édition des Rencontres de la modernisation de l'Etat, s'étant déroulée du 5 juillet au 7 juillet à Paris, un **observatoire des achats responsables** a été créé à l'initiative de deux de cabinet de conseil, Mazars et A2 Consulting, par ailleurs, les statuts de cet observatoire ont été déposés. Il sera officialisé en septembre prochain.

Cette association invite tous les acteurs, du secteur public au privé, les entreprises, les collectivités, les services de l'Etat, et a pour objectif de rassembler tous les bons usages en matière d'achats

responsables, selon Gérard Bruneau, responsable de l'animation interministérielle de la politique d'achats publics responsables, appartenant au ministère de l'Economie.

Le point central des achats responsables, à l'heure actuelle, reste avant tout économique, les représentations environnementales, écologiques et sociales sont encore que secondaires. Ce constat vient d'une enquête réalisée par les deux cabinets et auprès de 154 acteurs du secteur.

Cette étude a permis d'établir les prises en considération du secteur public, qui relève que 87 % des représentants publics ont intégré le processus d'Achats responsables, quant au secteur privé, ils ne sont que 71 %.

Cette différence entre le secteur public et privé provient essentiellement des collectivités, « *Un élu local peut tout simplement réagir plus vite qu'un gros service de l'Etat. Pour un maire, il «suffit» par exemple de prendre une délibération en conseil municipal. En février 2007, un Plan national d'action pour des achats publics durables a été lancé. La plupart du temps, il a fini dans le tiroir des ministères* », explique Gérard Bruneau, en ajoutant que suite à la loi de Grenelle, l'Etat a insufflé le processus. Notamment par l'article 42, qui prévoit que l'Etat s'investi pour n'acheter que du bois certifié ou issus de forêts en gestion durable, et d'user exclusivement de papier recyclé et d'en réduire progressivement sa consommation de papier.

Par ailleurs au Grenelle, une circulaire, en décembre 2008, avait initié la part d'achats publics socialement responsables à un minimum de 10 % des achats courants de l'Etat et de ses établissements publics d'ici 2012, notamment à travers les secteurs comportant 50 % de main d'œuvre.

Les espaces verts, le nettoyage, la collecte et le traitement des déchets, la petite maintenance, la reprographie et la restauration, ont nécessité des clauses d'insertions sociales, grâce aux marchés publics déterminants.

La différence entre le secteur public et privé est liée aussi à une réglementation plus ardue. L'achat responsable est prioritaire et cette codification ordonne au titulaire du marché la justification d'un non-achat responsable, a précisé Gérard Bruneau : « *Si ce n'est pas justifié, nous lui faisons des remontrances, mais il n'y pas de sanctions* ».

[Le blog de l'habitat-durable](#)

[07/10/10](#)

Création de l'Observatoire des Achats Responsables, le think tank des Achats et du Développement Durable

Après avoir lancé en 2009 le Baromètre des Achats Responsables, plébiscité par la communauté d'acheteurs et leurs parties prenantes, les deux grands réseaux d'acheteurs publics et privés, le Service des Achats de l'Etat et la CDAF (Compagnie des Acheteurs de France), appuyés par les cabinets A2 consulting et Mazars, sont heureux de vous annoncer la création de l'Observatoire des Achats Responsables – ObsAR – (association loi de 1901).

L'objectif de ce « Think Tank » est de créer un cadre privilégié de connaissances, d'échanges et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'Achats Responsables.

Il vise à mettre à la disposition de ses adhérents des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques métiers et des espaces de rencontres entre les parties prenantes.

Enrichi en permanence de publications et d'études menées par des experts, il communiquera également sur ces évolutions en direction des autres publics.

Le site Internet www.obsar.asso.fr sera la plateforme dédiée à la diffusion d'informations, de publications et d'événements liés aux Achats Responsables.

Parmi ses premières actions, l'**ObsAR** s'investit aux côtés de l'AFNOR dans la déclinaison opérationnelle de la nouvelle norme ISO 26000 dans le processus Achats.

L'**ObsAR** réalisera les futures éditions du Baromètre Achats Responsables et organisera l'évènement annuel associé, colloque qui avait rassemblé plus de 200 acheteurs l'année passée. La deuxième édition du baromètre sera lancée en octobre et le prochain colloque se déroulera le 17 janvier 2011, à la Maison de la Chimie à Paris.

Cet évènement sera l'occasion de présenter les évolutions sur une année des pratiques Achats Responsables et d'approfondir particulièrement deux thèmes d'actualité : l'accès aux marchés des TPE/PME et l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.

Categorynet.com

13/10/10

Création d'un Observatoire des Achats Responsables

Le SAE et la Compagnie des Dirigeants et des Acheteurs de France (CDAF) annoncent la création d'une association intitulée **Observatoire des Achats Responsables (OBSAR)**.

Rappelons que le SAE est un dispositif, inspiré de l'organisation des grandes entreprises en matière d'achats. Sa création a été motivée par la volonté de développer le recours aux marchés nationaux interministériels mieux négociés, de professionnaliser les opérations d'achats dans tous les ministères. Ce dispositif doit permettre de réaliser des économies d'échelle sur un périmètre d'achats courants.

Par ailleurs, la CDAF est une association dont le but est de faire connaître le rôle stratégique des acheteurs, être force de proposition auprès des pouvoirs publics et réglementaires, en ce qui concerne le fonctionnement des marchés et le progrès économique par exemple.

L'objet de ce "Think Tank" est de favoriser les échanges, la connaissance et "l'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'achats responsables".

Les adhérents de cette association pourront obtenir "**des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques métiers**" ou accéder à des espaces de rencontres.

Ainsi, le site internet de l'**OBSAR** constituera une plateforme spécifique de "*diffusion d'informations, de publications et d'événements liés aux achats Responsables*".

[MARCHES PUBLICS.net](#)

[26/10/10](#)

Création de l'observatoire des achats responsables

Après avoir lancé le « baromètre des achats responsables », le nouveau venu sur la toile « **l'Observatoire des achats responsables** ».

Le service des achats de l'Etat et la compagnie des acheteurs de France ont voulu créer un lieu d'échanges, d'informations où s'articule entre elles toutes les bonnes pratiques sur le thème des achats responsables. Le baromètre des achats responsables a permis de visualiser plus concrètement le développement de cette pratique au sein des achats, on attend donc avec impatience les retombées de cet observatoire.

[MARCHESPULICSPME.com](#)

[12/11/10](#)

L'Observatoire des Achats Responsables à l'assaut des bonnes pratiques

Ce tout nouveau think tank a pour ambition d'être un lieu d'échanges commun aux secteurs public et privé pour favoriser et développer les démarches d'achat responsable. Autour du berceau de **l'Observatoire des Achats Responsables**, quatre membres fondateurs : la CDAF (Compagnie des dirigeants et acheteurs de France), le SAE (Service des achats de l'Etat), et les cabinets de conseil et d'audit A2 Consulting et Mazars. L'idée, explique Alain Chatenet,...

[COMbourse.com](#)

[20/11/10](#)

A2 Consulting organise la 2ème édition du colloque Achats Responsables

A2 Consulting organise la 2^{ème} édition du colloque Achats Responsables

En tant que membre fondateur de **l'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR)**, A2 Consulting co-organise la 2^{ème} édition du colloque annuel sur le thème : **ACHATS RESPONSABLES, EVOLUTIONS ET INITIATIVES**

Cette journée sera l'occasion de revenir sur les aspects qui favorisent le développement et la mise en œuvre des politiques Achats Responsables.

Norme Iso 26000, Accès des marchés aux TPE/PME, Insertion des personnes éloignées de l'emploi... Ces sujets d'actualité seront analysés à travers les témoignages d'experts et de directeurs achats publics et privés dont l'AFNOR, la SNCF, EDF, GDF SUEZ, EIFFAGE, l'ORSE, Orée,...).

Cet événement reviendra aussi sur les grandes tendances observées à travers la 2ème édition du Baromètre Achats Responsables, porté par l'ObsAR en partenariat avec l'institut d'études Opinion Way.

Réseau-alliances.org

Décembre 2010

Achats Responsables

Le service des achats de l'Etat, la compagnie des acheteurs de France, A2 Consulting et Mazars viennent de créer l'Observatoire des achats responsables (ObsAR). Indépendant ce think tank est un cadre privilégié pour la réflexion et l'échange de bonnes pratiques. Enrichi de publications et d'études, il communiquera sur les évolutions du métier. Il contribuera par exemple à décliner avec l'Afnor la norme ISO 26000 sous l'angle des achats responsables. Il réalisera annuellement un baromètre et un évènement associé.

Acteurs Publics N° 69

02/12/10

L'Observatoire des achats responsables est né

Pour responsabiliser les acheteurs professionnels, les représentants des grands donneurs d'ordre viennent de créer le lobby de l'achat responsable.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Alors que la neige avait perturbé l'organisation du salon durant les deux premiers jours, les visiteurs étaient nombreux, jeudi, dans les allées d'Eurexpo. Et c'est devant une salle comble que l'Observatoire des achats responsables (Obsar) à été porté sur les fonts baptismaux.

Créé par le Service des achats de l'Etat (SAE), la Compagnie des acheteurs de France, A2 Consulting et Mazars, l'Obsar a pour ambition de développer la conscience sociétale chez les acheteurs professionnels. « *Ce qui signifie qu'il ne devront plus privilégier le moins disant, mais intégrer dans leurs choix des valeurs sociétales, comme l'insertion, environnementales et sociales* », explique Gérard Brunaud, chargé de mission sur la politique interministérielle d'achats publics responsables.

Pour porter la bonne parole, l'Observatoire collecte et diffuse les bonnes pratiques auprès de ses membres. Le 17 janvier prochain, il organisera un colloque (qui se veut annuel), largement consacré à la toute nouvelle norme Iso 26000. A moyen terme, il entend devenir l'interlocuteur des pouvoirs publics pour faire avancer cette belle pratique, encore largement ignorée.

[Valéry Laramée de Tannenberg, L'Usine nouvelle.com](#)

04/12/10

Observatoire des achats responsables

obsAR, qu'est-ce que c'est ?

Cet Observatoire est une association de loi 1901 qui a pour objectif d'échanger des bonnes pratiques concernant les Achats Responsables.

Après le Baromètre des Achats Responsables en 2009, les deux réseaux d'acheteurs publics et privés :

- le Service des Achats de l'Etat -[SAE](#),
 - la Compagnie des Acheteurs de France -[CDAF](#)
- appuyés par les cabinets [A2 consulting](#) et [Mazars](#) ont lancé **l'Observatoire des Achats Responsables**.

Quelles sont les actions de l'**ObsAR** ?

- Mesure du progrès
- Bonnes pratiques, échanges et retours d'expériences
- Déploiement de la [norme RSE ISO 26000](#)

[Jacinte DELAHAYE, demainentreprise.blog](#)

06/12/10

Colloque "Achats responsables. Evolutions et initiatives", le 17 janvier 2011, Paris

L'Observatoire des achats responsables organise un colloque sur le thème "Achats responsables. Evolutions et initiatives". A cette occasion seront diffusés les résultats du baromètre des achats responsables, réalisé en partenariat avec l'institut de sondage OpinionWay.

De nombreux témoignages d'experts et de directeurs achats rythmeront la journée autour de deux thèmes centraux : l'accès des TPE/PME aux marchés et l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

La réflexion sera nourrie par les résultats de la deuxième édition du [baromètre](#) des achats responsables. La première édition avait fait ressortir de grandes tendances, avec plus de 130 répondants appartenant aux secteurs privé et public.

[Socialement responsable.org](#)

09/12/10

L'Observatoire des Achats Responsables est officiellement annoncé

La création de cet Observatoire - **ObsAR** - a été annoncée, lors du Salon Pollutec à Lyon, le 2 décembre dernier, par ses membres fondateurs.

Créé par le Service des achats de l'Etat (SAE), la Compagnie des acheteurs de France, A2 Consulting et Mazars, l'**ObsAR** est un lieu de partage et d'échange des bonnes pratiques (Think Tank). L'**ObsAR** propose aux acheteurs publics et privés, aux pme et aux grandes entreprises et collectivités locales et territoriales et à tous acteurs publics, de mettre à leur disposition des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques responsables. "*Ce qui signifie qu'ils ne devront plus privilégier le moins disant, mais intégrer dans leurs choix des valeurs sociétales comme l'insertion, environnementales et sociales*" explique Gérard Brunaud, chargé de mission interministérielle.

Cette association (loi 1901) affiche de grandes ambitions :

- informer, avec de nombreux outils : e-newsletter, site internet, forums, événements, un Espace Club
- mesurer annuellement les avancées dans ce domaine, à travers un baromètre sous forme de questionnaire en ligne,
- déployer les bonnes pratiques : norme ISO 26000, Guide SD 21000, Code des Marchés Publics, ...

Pour les réaliser, il a besoin de membres qui soutiennent cette initiative. En tant que membre adhérent, vous définissez les orientations de l'**OBSAR** ; en tant que membre associé, vous enrichissez les débats avec votre parole d'expert ; en tant que membre bienfaiteur, vous siégez aux instances stratégiques qui prennent les décisions opérationnelles.

[Hélène LAURENT, Mobicité.com](#)

05/01/11

L'observatoire de l'achat responsable

L'achat responsable existe désormais. Il s'est doté d'un observatoire en juin 2010.

Un nouvel observatoire

Cet « [observatoire de l'achat durable](#) » (**ObsAR**), s'est constitué sous la forme d'une association de la loi de 1901. Elle comprend, de manière originale, des membres du secteur public et du secteur privé :

- secteur public : le service des achats de l'État (SAE) est chargé du pilotage et de la coordination des achats courants des administrations de l'État. Créé par le décret n° 2009-300 du 17 mars 2009, le SAE a pris la suite de l'Agence centrale des achats qui existait depuis 2005. Il dépend du ministère chargé de l'Économie et des Finances ;
- secteur privé : la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (CDAF) s'est adjoint le concours de deux cabinets d'audits : A2 Consulting et Mazars. La CDAF est une association qui regroupe les responsables des achats de grandes entreprises.

Un observatoire, pour quoi faire ?

L'observatoire se présente comme un « Think Tank des achats responsables », à savoir un lieu privilégié d'échanges, de connaissance et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'achats responsables. Il ne s'agit donc pas d'un organisme opérationnel, mais uniquement d'un lieu d'études et de rencontres.

Cependant, les objectifs de l'observatoire n'apparaissent pas avec une grande clarté : il se propose de promouvoir une « mesure du progrès », de « bonnes pratiques, échanges et retours d'expériences », ainsi que le « déploiement de la norme Iso 26000 ».

Lieu de rencontre entre responsables des achats, cet observatoire a pour objectif d'améliorer l'image des acheteurs privés qui développeront l'achat durable. L'association prévoit d'organiser un colloque par an, dont le premier aura lieu le 17 janvier 2011, à Paris.

[Laurent Marcovici, WEKA.fr](#)

15/01/11

Un outil puissant pour activer la politique française en matière d'achat responsable

Etanchéité info

18/01/11

L'**Obsar** publie le baromètre 2010 des achats responsables

L'**Observatoire des achats responsables**, espace de réflexion qui réunit entreprises privées, organismes publics et réseaux d'acheteurs, vient de rendre public son baromètre 2010.

Une photographie qui reflète les avancées et les freins au déploiement d'une stratégie d'achats durables. Première bonne nouvelle : la mise en place d'une politique d'achats responsables est

considérée comme une priorité des directions Achats et 79 % d'entre elles affirment d'ailleurs l'avoir adoptée. Mais attention, malgré ce plébiscite, 17 % seulement des achats globaux sont qualifiés de responsables, un pourcentage qui progresse très doucement avec 13 % en 2009 et 16 % en 2010. En revanche, vraie déception sur la prise en compte du coût global systématiquement évalué par 24 % des acheteurs et des coûts de fin de vie calculé seulement par 16 % d'entre eux. De nombreuses questions abordent également les délais de paiement, l'accès des PME aux marchés et la prise en compte des critères environnementaux et sociaux. Très clairement les acheteurs identifient trois difficultés majeures à la mise en place d'une politique d'achats responsables : le manque d'indicateurs et de référentiels clairs, les contraintes budgétaires et des objectifs contradictoires portés par l'entreprise. « *Un constat qui montre le chemin que les directions générales ont encore à parcourir pour clarifier au sein de l'entreprise une vraie stratégie de développement durable* » estime Jacques Schramm, le président de l'Obsar. Côté référentiel, l'Obsar est justement en train de répondre à cette lacune. En effet, il travaille aujourd'hui avec l'Afnor à la rédaction d'une déclinaison spécifique de la norme Iso 26000 sur la fonction Achats. « *La future norme devra être pratique et proposer des recommandations sans imposer d'outils ou de méthodes* », précise Fabrice Fauroux, chef de projet Normalisation à l'Afnor.

[Environnement-online.com](http://environnement-online.com)

dépêche n°8961

Mardi 18 janvier 2011,

Achats responsables : « Manque d'indicateurs de mesure et de référentiels clairs » (baromètre ObsAR)

« Nous avons besoin d'indicateurs, de référentiels, de bonnes pratiques pour guider la mise en place de politiques d'achats responsables », déclare Jacques Schramm, président de l'ObsAR (Observatoire des achats responsables), qui publie son baromètre des achats responsables 2011, lundi 17 janvier 2011 (1). « En matière d'achats responsables, nous constatons des progrès depuis la publication de notre précédent baromètre 2010. Mais un écart encore élevé subsiste entre l'avancement actuel et la cible ambitieuse que nous nous fixons. » Les achats « responsables » ne représentent que 17 % des achats globaux en 2011 en moyenne, contre 13 % en 2009 et 16 % en 2010. « Nous avançons à petits pas, mais nous sommes encore très loin du but, notamment dans les organismes publics, avec 12 % des achats dits responsables [contre 19 % dans la sphère privée] », constate Jacques Schramm.

« Les achats responsables aujourd'hui, c'est devenu quelque chose de courant, même si des directions générales restent à sensibiliser. 79 % des organisations ont mis en place la démarche, qui a trois ans d'ancienneté en moyenne », constate le président de l'ObsAR. Le taux de pénétration des actions dans les organisations continue de progresser. »

« LES RESSOURCES ET UNE VISION CLAIRE NE SUIVENT PAS COMPLÈTEMENT »

« Les freins à leur développement tiennent au manque d'indicateurs de mesure et de référentiels clairs, à des contraintes budgétaires - notamment dans la sphère publique, et à des objectifs contradictoires [entre court et long termes, entre coûts et objectifs de l'entreprise]. Ils dépendent beaucoup des directions générales, estime le président de l'ObsAR. Le discours est là, mais les ressources et une vision claire ne suivent pas complètement. »

Concernant le déploiement en interne des politiques, la nomination d'un correspondant dédié à ce type d'achats ne concerne que 33 % des cas étudiés. « Les démarches sont difficiles à mettre en place dans des organisations vastes. On peut s'interroger : arriveront-elles à prendre corps s'il n'existe pas de correspondant ? », commente Jacques Schramm. La prise en compte des PME et TPE est un critère jugé moins important que d'autres (maîtrise durable des coûts et des risques pour les parties prenantes, délai de règlement des fournisseurs,...), révèle aussi l'étude. La facilité d'accès des TPE/PME aux marchés des donneurs d'ordre est considérée comme importante par 66 % des personnes interrogées.

Le baromètre de l'ObsAR cherche aussi à connaître le degré de réalisation d' « une cartographie des risques RSE ». Résultat : le privé « a plutôt bien avancé » - une entreprise sur deux a entamé ce type de démarche. Par ailleurs, « le code des marchés publics limite probablement la part de risque », estime le document. « Mais quel est le niveau de couverture réel des risques par rapport à certains thèmes, comme le pilier économique de l'ISO 26000 ou celui des sous-traitants internationaux ? »

PRÉSERVER LA PLANÈTE : « PLUS LA PREMIÈRE PRÉOCCUPATION »

Pour évaluer leurs fournisseurs, 65 % des répondants mettent en avant « les labels, certifications et indicateurs ». « Y a-t-il une demande du marché pour un label ou des services de certification spécialisés 'achats responsables' ? », s'interroge Jacques Schramm. Il constate aussi que le privé surtout « fait l'effort d'audits externes par des spécialistes RSE, qui sont plus coûteux ».

Autre enseignement du baromètre : la préservation de la planète n'est plus la première préoccupation des acteurs publics et privés, même si « le public reste sensible à cette dimension ». Leur motivation tient au « respect des réglementations et des normes », devant « l'image de l'entreprise », notamment dans le monde privé. Ce critère est passé du quatrième au deuxième rang, « peut-être un effet de la crise ». La réduction des coûts des services et des produits vient en troisième position.

Cette étude quantitative a été réalisée par OpinionWay auprès d'un échantillon de 200 personnes en charge des achats dans leur structure : des organisations publiques (collectivités, ministères, fonction publique hospitalière,...) et des entreprises (industrie, commerce et services). Deux tiers des répondants sont des responsables Achats. Le solde est constitué de responsables de services généraux ou sont membres de la direction générale notamment. Le responsable interrogé est à 63 % un homme, dont l'âge moyen est de 43 ans. 64 % des répondants font partie d'entreprises privées, dont treize entreprises du CAC 40. « Il y a eu un tiers de répondants en plus par rapport à l'enquête [précédente] menée en 2009 », précise Emmanuel Kahn, directeur d'OpinionWay.

(1) L'ObsAR, dont Gérard Brunaud est le vice-président, est une association loi 1901 créée en septembre 2010, à l'initiative de quatre acteurs : CDAF [Compagnie des Dirigeants et

Acheteurs de France], SAE [Service des achats de l'Etat], et les cabinets Mazars et A2 Consulting. « C'est un lieu d'échange et de partage des bonnes pratiques, voire d'influence des décideurs », explique Jacques Barailler, directeur du SAE depuis mars 2009.

(2) **Contact** : Observatoire des achats responsables (ObsAR), Alain Chatenet, délégué général, 01 78 09 88 07,

AEED, Agence d'information Développement Durable.

18/01/2011

ISO 26000 : « La déclinaison dans la fonction Achats prendra une forme plus opérationnelle en avril » (Jacques Schramm, ObsAR)

L'ObsAR (Observatoire des achats responsables) participe à un projet de déclinaison de la norme ISO 26000 pour la fonction Achats, à travers un groupe de travail de normalisation initié au sein d'Afnor, dont son président Jacques Schramm est l'animateur. « Il faudra dans un premier temps identifier des recommandations à caractère 'universel' orientées politique et stratégie. Ensuite, d'avril à juin, nous entrons dans une phase plus opérationnelle. Et de septembre à fin 2011, il sera procédé à la publication d'un projet de norme », déclare-t-il, lundi 17 janvier 2011, lors de son 2e colloque annuel intitulé : « Achats responsables, évolutions et initiatives ». La norme ISO 26000, publiée en novembre 2010 (L'AEED n°8057), produit des recommandations et non des exigences : « Elle n'est pas destinée à être un support de certification », rappelle Pierre Mazeau, chef de mission RSE à la direction du développement durable d'EDF et ancien membre de la délégation française.

« Le groupe de travail pourrait poursuivre ses réflexions au-delà de ce projet sur l'ISO 26000. Mais quant à savoir sur quoi, comment et quand, je suis incapable de le dire », ajoute le co-fondateur et président de l'ObsAR.

L'ObsAR, dont Gérard Brunaud est le vice-président, est une association loi 1901 créée en septembre 2010, à l'initiative de quatre acteurs : CDAF [Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France], SAE [Service des achats de l'État], et les cabinets Mazars et A2 Consulting. « C'est un lieu d'échange et de partage des bonnes pratiques, voire d'influence des décideurs », explique Jacques Barailler, directeur du SAE depuis mars 2009.

UN GROUPE DE TRAVAIL « ACHATS RESPONSABLES » A L'AFNOR

« La norme ISO 26000 est un sujet très corrélé à la fonction Achats ; il faut que cette dernière, en liaison avec les autres fonctions, puisse se dire qu'elle peut contribuer à la responsabilité sociale de l'entreprise », estime Olivier Peyrat, directeur général de l'Afnor, l'association française de normalisation.

« L'Afnor a été sollicitée début 2010 par les membres fondateurs de l'ObsAR , pour porter ces réflexions [sur les achats durables] au plan normatif », explique Fabrice Fauroux, chef de projet Afnor (département Services, management et consommation). Il manquait un outil ou un référentiel pratique, à destination des fonctions Achats, relatif à cette thématique. » L'Afnor a en son sein un groupe de travail dédié à la thématique « Achats responsables ». Il compte 50 membres, et sa composition a été élargie au-delà des acheteurs, « à l'ensemble des parties prenantes : des PME, des représentants des collectivités locales, des chambres de commerce, des associations de consommateur... », note Fabrice Fauroux.

Selon le chef de projet, il inclut quatre sous-groupes de travail, « autour des questions centrales de l'ISO 26000 », intitulés « Gouvernance de l'organisation », « Environnement », « Loyauté des pratiques et implication auprès des communautés et contribution au développement local », et « Parties prenantes et respect des lois ». Leurs responsables respectifs sont Guy Isimat-Mirin (Mazars), Alain Chatenet (ObsAR), Gérard Brunaud (ObsAr) et Olivier Menuet (directeur délégué achats durables et solidaires à la SNCF).

Contact : Observatoire des achats responsables (ObsAR), Alain Chatenet, délégué général, 01 78 09 88 07, alain.chatenet@obsar.asso.fr

AEDD, Agence d'information Développement Durable.

19/01/11

Les surprises du deuxième baromètre des Achats Responsables!

L'Observatoire des Achats Responsables réunissait cette semaine à Paris — en partenariat avec Décision Achats — plus de 350 personnes (directeurs achats, institutionnels et représentants d'associations). La présentation du deuxième baromètre des Achats Responsables y a fait sensation.

Premier constat, en totale contradiction avec les plus récentes études parues en début d'année, la mise en place d'une politique d'achats responsables dans les entreprises et organisations semble une priorité absolue (67% des répondants) devant la sacro-sainte réduction des coûts (61%) et les risques de la chaîne logistique (43%)! Voici l'enseignement principal que l'on peut tirer du deuxième [baromètre](#) sur les [Achats Responsables](#) présenté cette semaine à l'occasion de l'observatoire éponyme*. Selon le panel interrogé, la mise en place d'une telle démarche responsable date déjà de trois ans en moyenne pour 80% du panel. Elle n'est toujours pas d'actualité, ou encore en projet, dans une entreprise sur cinq.

Deuxième surprise, ce qui motive une telle politique d'achats responsables, c'est d'abord le coercitif, le respect des normes et réglementations (65%) puis l'image de l'entreprise (60%). La "préservation de la planète", motivation a priori la plus évidente, n'arrive ici qu'en 5^e position avec 34% des opinions exprimés.

Où sont les correspondants achats responsables?

Le baromètre nous montre que la démarche achats responsables connaît toutefois une mise en œuvre très progressive, sinon à forte inertie. Pour preuve, la formalisation des objectifs de la politique achats responsables n'a été réalisée que dans 47% des entreprises. Quant au développement d'outils, de référentiels spécifiques et d'indicateurs de mesure, il ne serait effectif que dans 40% des cas. Enfin, un seul organisme/entreprise sur trois a nommé un correspondant achats responsables.

Concrètement on apprend qu'en 2011, la part des achats responsables n'excèdera pas 17% des achats globaux (contre 16% l'an dernier et 13% en 2009). Un résultat qui montre le chemin à parcourir, révélant au passage une disparité de maturité entre les entreprises privées (19%) et les organismes publics (12%).

Autre enseignement majeur, le fait que seuls 24% des répondants appréhendent les coûts globaux des produits (acquisition + logistique + non-qualité + risques RSE) et que 16% calculent systématiquement les coûts de fin de vie, de destruction et de recyclage des produits.

Les entreprises responsables, bons élèves et bons payeurs!

La question de la prise en compte des fournisseurs de "petite taille" révèle, côté positif, que 57% des répondants prennent en compte l'efficacité économique de l'offre plutôt que la taille du fournisseur ou que le nombre de ses références. Mieux, 33% d'entre eux (et surtout 62% dans le secteur public) allotissent des marchés pour confier certains lots aux TPE/PME.

Si, côté délai contractuel de paiement, 77% des entreprises disent régler leurs fournisseurs entre 30 et 60 jours (loi LME oblige), dans la réalité les choses en vont autrement. 30% d'entre elles seraient nettement au-delà des limites de la loi! À ce sujet, le baromètre montre que les organismes qui ont mis en place une démarche achats responsables pilotent beaucoup mieux, et avec volonté, la réduction des délais de paiement.

Deux organisations sur trois, nous indique l'Observatoire, ne maîtrisent pas réellement le caractère "responsable" de leurs fournisseurs. Pour ce faire, elles s'en remettent plutôt aux labels, certifications, indicateurs de toutes sortes (65%) ou aux questionnaires "acheteurs" transmis aux fournisseurs (51%). Encore à la marge, les missions d'audits externes par des spécialistes du genre (19%).

Les critères sociétaux entrent dans le référencement

De manière encore "timide" (14%), les critères sociaux/sociétaux (au sens RSE, responsabilité sociale de l'entreprise) sont désormais pris en compte dans le référencement des fournisseurs... bien après les critères économiques (41%) et les critères environnementaux (31%). Enfin, les entreprises et organismes interrogés favorisent essentiellement l'insertion des personnes handicapées à 62% (un score à mettre en relation avec la loi Handicap de 2005), alors que l'insertion des sans emplois, des seniors et/ou des minorités visibles reste une préoccupation de deuxième rang (respectivement 24%, 23% et 11%). En ces domaines, faudra-t-il aussi l'intervention du législateur?

Philippe GRANGE , Décision-achats.fr

20/01/11

Mazars partenaire du colloque « Les achats à l'heure de la responsabilité »

Mazars participe à un colloque, organisé par **l'Observatoire des Achats Responsables**, présentant les résultats du premier baromètre des achats responsables.

Plus de 200 professionnels des achats des secteurs publics et privés sont attendus pour ce grand colloque qui se déroulera le 25 janvier prochain, de 9h30 à 17h, à la Maison de la Mutualité, à Paris.

Mazars est le partenaire principal de cet événement aux côtés de A2 Consulting (cabinet de conseil en organisation et management), et sera représenté notamment par Guy Isimat Mirin, associé responsable du secteur public, qui interviendra lors de l'introduction à 9h45 et participera à la table ronde à 14h15 sur le thème : « Acheteur, comment passer du « durable » au « responsable ».

Ce colloque sera également l'occasion de présenter les résultats d'un baromètre sur le comportement des professionnels des achats du privé et du public en termes d'achats responsables.

Entreprise-citoyenne.com

Dossier, jeudi 20 janvier 2011

Dossier Directions achats

Initiatives durables, les banques voient la vie en vert

Sylvie Guyony

Sollicités pour couper les coûts pendant la crise, les acheteurs ne veulent pas se cantonner dans ce rôle court-termiste.

Ils étaient plus de 8.000 acheteurs réunis autour de thématiques telles que la mobilité ou les technologies de l'information et de la communication durables au salon Buy&Care, qui s'est tenu à Lyon en décembre. Car sélectionner les fournisseurs qui sont à même de soutenir les efforts de l'entreprise dans ses initiatives « vertes » ou de responsabilité sociale et environnementale (RSE) est essentiel. En octobre dernier, Crédit Agricole SA a ainsi remis pour la deuxième fois les « Trophées Horizon » à ses fournisseurs les plus engagés en matière de développement durable. Le jury, composé de personnalités externes telles que Jérôme Dupuis, directeur adjoint des partenariats entreprises du WWF-France, et de représentants de CASA, a récompensé trois entreprises. **Dans la même veine, la Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France a lancé cet automne un Observatoire des achats responsables.**

La fonction achats est ainsi en bonne place dans le « Rapport sur la responsabilité sociale et environnementale » de BNP Paribas par exemple. Les contrats signés par le groupe contiennent tous des clauses de RSE depuis 2002 et certains sont soumis à un dispositif de suivi périodique depuis 2006 : les PC (hardware), les imprimeurs, les fournitures de bureau et la location longue durée de véhicules. En 2009, la fonction achats du groupe a par ailleurs décidé d'intégrer une équipe développement durable.

Impliquer toutes les entités Chez Société Générale, la démarche a été entreprise tout aussi tôt. Quant à la direction des achats, elle s'est effectivement structurée depuis 2006 afin d'intégrer la RSE au sein du métier de l'acheteur, par le biais d'une approche industrielle. Une cartographie des produits et prestations de services a alors été dressée en fonction des trois volets de la RSE : économique, environnemental et social. Depuis, 49 catégories d'achats font l'objet de dispositions particulières. On y retrouve notamment les produits et services informatiques (dont les prestations de conseil) qui représentent 54 % du budget total (plus de 5 milliards d'euros, dont 3,2 milliards pour la France en 2009), devant les achats relatifs au métier bancaire (la monétique par exemple) ou les services (de type voyages ou marketing). Or, l'informatique étant passée au vert (L'Agefi Hebdo du 9 avril 2009), les matériels référencés disposent tous d'écolabels qui montent de plus en plus en gamme pour une adoption progressive dans le groupe (lire l'entretien).

L'enjeu des directions achats réside dans la large diffusion des bonnes pratiques au sein de toutes les entités. Celle de Fortis chez BNP Paribas n'échappe pas à la règle : « En 2009 en Belgique, de nouvelles lignes directrices ont été mises en place pour favoriser les achats durables, explique le groupe. Ces modalités sont appliquées à tout nouveau contrat et tout renouvellement de contrat, tandis que ceux existants seront modifiés à la première occasion légale. Les aspects de durabilité sont pris en compte à chaque étape en représentant 10 % à 30 % des paramètres dans notre processus de sélection. » Par ailleurs, la direction a diffusé dans tout le groupe un « guide des normes et standards achats » avec ses aspects de RSE. Car la bonne application de toutes ces directives est sous la responsabilité des filiales et des entités.

[L'agéfi](#)

INTERVIEW

Achats responsables : bientôt une norme

L'Observatoire des achats responsables vient de rendre public son baromètre 2010. Il traduit une réelle volonté des acheteurs publics et privés, mais montre leurs limites sans engagement de leur direction générale.

Jacques
Schramm,
président de
l'Obsar.



Quels progrès constatez-vous dans l'adoption de pratiques d'achats responsables ?

Toutes les grandes organisations publiques et privées sont engagées dans cette démarche. Selon notre baromètre, cela concerne 79 % des acheteurs, c'est dire que c'est devenu la normalité. Mais comme la démarche peut mettre du temps à se mettre en place selon le nombre de familles de produits et d'acheteurs, son avancée est forcément progressive, cela explique que seuls 17 % des achats globaux peuvent être qualifiés de responsables. La généralisation de la démarche impose une organisation interne complexe et un repositionnement de la fonction achats au sein de l'entreprise.

Le baromètre révèle que ni les coûts globaux ni les coûts de fin de vie ne sont pris en compte, comment l'expliquez-vous ?

Tout simplement car les coûts globaux ou de fin de vie ne relèvent pas directement du métier des acheteurs, tout comme les délais de paiement, par exemple, qui pourtant impactent les relations avec les fournisseurs. D'où la nécessité de construire des passerelles intelligentes avec les contrôleurs de gestion. Et surtout de sensibiliser les directions générales au poids de la filière achats dans une stratégie de développement durable. Les acheteurs aiment être propriétaires du

processus achats, mais comment peuvent-ils exister dans l'organisation de l'entreprise, de l'expression du besoin jusqu'au règlement du fournisseur? Aujourd'hui, la jonction n'est pas faite entre une stratégie RSE et une politique d'achats responsables.

Quels sont les obstacles majeurs rencontrés au déploiement de la démarche?

Trois obstacles sont clairement identifiés: le manque d'indicateurs et de référentiels clairs, les contraintes budgétaires et les objectifs contradictoires portés par l'entreprise. Les deux derniers montrent bien l'intérêt d'intégrer les achats dans une politique RSE, car les acheteurs n'ont pas à leur niveau toutes les clés pour faire bouger les choses. Pour le premier, l'Obsar travaille à la rédaction d'une norme spécifique aux achats responsables.

Quand cette norme sera-t-elle publiée?

Depuis septembre 2010, nous avons mis en place, en collaboration avec l'Afnor, un groupe de travail d'une cinquantaine de personnes, réparties en quatre sous-groupes, sur un projet de norme qui sera une déclinaison de l'ISO 26000 sur les achats responsables. Celle-ci devrait être publiée d'ici à la fin de l'année. Elle doit être très pratique, et proposer des recommandations sans imposer d'outils ou de méthodes.

DB

Un jeune observatoire

L'Observatoire des achats responsables a été créé en septembre 2010 à l'initiative de deux grands réseaux d'acheteurs publics et privés – le service des achats de l'État et la Compagnie des acheteurs de France – appuyés par les cabinets A2 Consulting et Mazars. Il se veut un lieu privilégié d'échanges et vise à mettre à la disposition de ses adhérents des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques. L'adhésion varie de 200 à 5 000 euros, selon la taille de l'entreprise ou de la collectivité.
www.obsar.asso.fr

Le 24/01/2011

Environnement Magazine hebdo